

ENTRETIEN AVEC **Nicolai Kobliakov****Président de Russie-Libertés⁽¹⁾**

Depuis 2012, l'association Russie-Libertés, issue de la société civile, sensibilise l'opinion publique et alerte les autorités françaises et européennes sur les violations des droits de l'homme en Russie. Son président, l'ex-physicien devenu homme d'affaires Nicolai Kobliakov, exilé en France depuis 2010, porte un regard critique sur le régime de Vladimir Poutine.

Quelle est la situation de la société russe en 2017 ? Quelles perspectives ?

Les objectifs de la révolution de 1917, dont on fête l'anniversaire en cette année 2017, ne sont toujours pas atteints. Seule une petite part de la société possède usines et terres et la justice n'est toujours pas équitable. Par comparaison avec 1917, 90 % de la société russe accepte cette situation en 2017. Quant à l'aspiration aux changements souhaités en 2011-2012, elle a presque disparu.

Comment s'y est pris le régime ? En parvenant à détruire l'opposition, en ramenant la Russie dans l'arène politique internationale (Syrie...), il a fédéré les Russes autour de l'idée patriotique et de l'hostilité à l'Europe. Que l'administration de Trump annule ou non les sanctions contre la Russie, ses IDE⁽²⁾ s'accroissent en ce début de 2017. Le prix du pétrole se stabilise et sa situation économique devrait s'améliorer.

Mais la Russie va s'éloigner de l'Europe et s'isoler plus. En 2015-2016, le nombre de touristes russes à l'étranger a baissé de 40 % et va encore baisser.

Les droits humains sont de moins en moins respectés, les lois internationales ne sont pas appliquées, la part de la société russe attachée aux valeurs européennes se réduit encore.

De plus en plus, la Russie devient par rapport à l'Europe un « autre pays ». Certes pas encore comme l'Arabie saoudite, qui peut exécuter quarante-sept opposants sans condamnation par l'Europe. Mais cela peut arriver assez vite.

Pouvez-vous évoquer votre parcours personnel, les raisons d'être et l'action de Russie-Libertés ?

Je suis l'un des premiers membres actifs de l'association Russie-Libertés, fondée à Paris en mai 2012. J'ai organisé de nombreuses manifestations contre la politique des autorités russes ou en soutien à des personnes injustement poursuivies ou détenues (prisonniers politiques...), ou contre l'agression russe en Ukraine.

Qu'est-ce qui m'a motivé ? Mon domaine, l'aide sociale, est très exposé. La situation des droits de l'homme et la corruption en Russie sont si graves que je n'ai pas pu y développer mon projet de résidences seniors. Par ma



« Les droits humains sont de moins en moins respectés, les lois internationales ne sont pas appliquées, la part de la société russe attachée aux valeurs européennes se réduit encore. »

position citoyenne active, j'ai voulu aider les leaders de l'opposition à améliorer la situation. Si les autorités russes se sont acharnées contre moi, c'est que mes actions les dérangent. Mais elles ne sont pas tournées contre la Russie, que j'aime beaucoup et qui est mon pays natal. Je la vois comme une belle femme gravement malade. Sa maladie est le non-respect des droits de l'homme. Parmi ses symptômes, comme des boutons sur son beau visage, il y a une grande verrue, le président Poutine. Certes, on ne soignera pas la maladie en coupant des verrues. Mais le corps malade génère des anticorps pour la combattre. Je suis l'un d'entre eux. Nous ne pouvons peut-être pas la guérir rapidement. Mais nous, l'association Russie-Libertés, poursuivons deux buts : promouvoir la démocratie en Russie et informer les Français de la vraie situation du pays.

Qu'en est-il de l'enseignement supérieur et de la recherche en Russie ?

Depuis 2013, les autorités n'ont cessé de réduire les dépenses d'éducation. De 2013 à 2016, celles-ci sont passées de 3,9 à 3,1 mil-

liards de roubles (courantes – de 59,9 millions à 47,6 millions d'euros). Pourquoi ?

En 2015-2016, le budget militaire a dépassé celui de l'éducation selon la chaîne RBC⁽³⁾. En 2015, l'armée a eu 3,4 milliards de roubles (52,2 millions d'euros) et l'éducation 3,2 milliards de roubles (49,1 millions d'euros) ; en 2016, 3,8 milliards de roubles (58,3 millions d'euros) pour l'armée et 3,1 milliards de roubles pour l'éducation.

La fermeture de la société pèse négativement sur l'enseignement supérieur et la recherche. En se positionnant comme l'une des deux puissances mondiales, le pays a choisi de développer les « sciences militaires », avec de lourds investissements dans les centres de recherche de l'armée et les services secrets. Notamment pour tout ce qui concerne la guerre « hybride » (cyberarmement).

Je suis diplômé de l'université Lomonossov de Moscou, des facultés de physique (1995) et de droit (2001). Dans notre laboratoire de spectroscopie, nous avons utilisé à l'époque pour nos recherches des lasers militaires et beaucoup de bourses ont été financées par l'armée.

De par mes liens avec mes amis de l'université russe restés dans la recherche, je peux affirmer que l'armée a retrouvé sa position de « *commanditaire stratégique* » de la physique russe, comme sous l'URSS.

Comment promouvoir connaissance mutuelle, libres échanges et solidarité entre Russes et Français.e.s ?

Il faut d'abord admettre que la Russie n'est pas un pays européen. Plus significatif, elle ne veut pas le devenir. Selon 90 % de la population et le régime, elle se sent maintenant plus proche d'un pays comme l'Arabie saoudite (autocratie de type asiatique) que de la France.

Les contacts officiels se concentrent hélas surtout sur le plan économique. Sur un autre plan, il faut accroître et approfondir les contacts avec les représentants des 10 % de la population russe qui se reconnaissent dans les valeurs dont se réclament les Européens, au premier rang desquelles, les droits et libertés. ●

Propos recueillis par Gérard Lauton, secteur Droits et Libertés

(1) russie-libertes.org.

(2) IDE : investissements directs étrangers.

(3) PБК : www.rbc.ru.